

# PORTRAIT ET DIAGNOSTIC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

DOCUMENT DE CONSULTATION

FÉVRIER 2024

## ÉTAT DES LIEUX

— Mariella Collini

Ce diagnostic présente une analyse factuelle et évolutive des réalités régionales en mettant en lumière les atouts, les vulnérabilités et le potentiel de l'Abitibi-Témiscamingue, le tout contextualisé dans un environnement en constante évolution. Basé sur des données, des études existantes et des retours de consultations, cet état des lieux sert de point de départ afin de guider la réflexion pour déterminer des enjeux et des priorités de la région.

### TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE

L'Abitibi-Témiscamingue se trouve au cœur d'une transition démographique marquée par le vieillissement. Bien que la croissance de la population soit modeste et inégalement répartie entre les territoires de la région, les tendances laissent entrevoir une stabilité projetée de la population jusqu'en 2041. Néanmoins, en raison du rythme de croissance de la population d'autres régions du Québec, le poids démographique de l'Abitibi-Témiscamingue est appelé à diminuer progressivement, passant de 1,71 % en 2022 à 1,56 % en 2041.

### ■ Population en profonde transformation

La région comptait 148 493 personnes au 1<sup>er</sup> juillet 2022, en hausse de 0,6 % pour la période 2017-2022. Malgré un rythme de croissance en deçà de la moyenne québécoise (1,1 %), l'Abitibi-Témiscamingue se positionne à la fois comme une terre d'accueil et d'ancrage pour certaines personnes et un territoire de passage pour d'autres.

### ■ Quête d'un nouvel élan démographique

Des organisations s'activent à attirer de nouvelles personnes par des stratégies de marketing mettant en valeur les avantages de la région, tels que sa proximité avec la nature, son dynamisme économique, son cadre de vie et sa vitalité culturelle. Des efforts sont également déployés au sein de structures d'accueil et d'intégration.

### ■ Vive concurrence doublée d'une méconnaissance de la région

La concurrence étant vive, le taux d'entrée – soit le nombre d'entrants d'autres régions du Québec en proportion de la population – classe toujours l'Abitibi-Témiscamingue

en queue de peloton (16<sup>e</sup> rang), signe que l'attraction est un défi constant. À l'instar d'une enquête menée en 2008, une enquête récente<sup>1</sup> montre que l'Abitibi-Témiscamingue demeure méconnue par la population québécoise et qu'elle souffre de la comparaison avec les autres régions au moment d'envisager un nouveau lieu de résidence. L'éloignement géographique est la principale raison de la perception peu attrayante de la région comme lieu de vie.

### ■ Mouvements migratoires complexes

En dépit de la concurrence avec d'autres destinations québécoises et un bilan migratoire négatif pour une dixième année d'affilée, l'Abitibi-Témiscamingue attire un nombre accru de personnes provenant du reste du Canada et de l'international, que ce soit au moyen de l'immigration temporaire ou permanente.

Les progrès de l'immigration temporaire, bien que marqués par la nature éphémère de la venue des personnes, revêtent une importance particulière dans la région. En 2021, l'Abitibi-Témiscamingue accueillait 1 045 travailleuses et travailleurs temporaires et étudiantes et étudiants étrangers, soit un nombre 4 fois plus élevé que 5 ans auparavant<sup>2</sup>.

Si l'intérêt est croissant du côté de l'immigration permanente, son apport demeure marginal pour le renouvellement de la population régionale. Avec 2 350 personnes immigrantes en 2021, soit 215 de plus que 5 ans auparavant, le bassin de personnes immigrantes ne représente que 0,2 % de celles vivant au Québec, une proportion inchangée depuis une vingtaine d'années<sup>2</sup>.

### ■ Vieillessement de la population

Fait indéniable, la structure d'âge de la population subira un vieillissement, avec une diminution de 7 300 personnes de 20 à 64 ans et l'ajout de 8 400 personnes âgées d'ici 2041. Le vieillissement se manifeste de manière différente d'un territoire à l'autre, avec des réponses qui varieront aussi d'un territoire à l'autre. Étant donné le vieillissement, l'augmentation de la population régionale dans les années à venir dépendra principalement des flux migratoires.

### ■ Diversité et vitalité culturelle

La diversité culturelle, liée à la présence autochtone, à la cohabitation intergénérationnelle et à l'arrivée de nouveaux arrivants, constitue un pilier de l'occupation du territoire et de l'identité régionale. Les arts et la culture figurent parmi les conditions propices pour offrir des milieux de vie attrayants. Au-delà de l'apport économique (1,4 % du PIB), le milieu culturel contribue à la fierté régionale, au sentiment d'appartenance et à l'intégration et la cohésion sociale. L'Abitibi-Témiscamingue profite d'un réseau d'infrastructures dense pour la taille de sa population et d'une vitrine à l'international grâce à ses festivals et événements culturels. Néanmoins, des constats pointent vers la consolidation et la pérennité des infrastructures et des organisations culturelles, le soutien aux artistes et l'appropriation des arts et de la culture par divers publics<sup>3</sup>. Au même moment, les investissements culturels en provenance de l'administration publique québécoise (infrastructures et soutien aux artistes) ont augmenté moins rapidement dans la région (+3,5 %) que dans l'ensemble du Québec (+ 25 %) en 2020-2021<sup>4</sup>. ■

## VIRAGE ÉCONOMIQUE

Les organisations de la région évoluent dans un environnement en profonde transformation. Les défis sont d'autant plus importants à relever que le tissu entrepreneurial est composé de petites et moyennes entreprises (95 %)⁵. Selon un sondage (2023), une majorité estime ne pas être suffisamment préparée face aux enjeux d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre de même qu'aux enjeux économiques (concurrence, inflation), sociaux (diversité et inclusion), numériques et environnementaux (changements climatiques, transition énergétique, usages et effets sur les milieux)⁶.

### ■ Bases économiques

La réalité économique de la région est étroitement liée au secteur de la production de biens, générateur d'emplois bien rémunérés et moteur de la croissance économique. Avec le tiers des emplois, ce secteur contribue à 53 % du produit intérieur brut (PIB) de la région (9,8 G\$), une marque nettement supérieure à celle du Québec (27 %). L'extraction minière et la fabrication sont les deux chefs de file, avec une contribution respective au PIB régional de 22 % et 15 % (2 % et 12 % au Québec). Leur part du PIB est par ailleurs plus élevée que leur part relative dans l'emploi régional (14 % et 6,5 %), signe d'une productivité plus élevée du travail. La croissance économique régionale est également stimulée par des secteurs comme la construction, les finances et assurances ainsi que la santé et services sociaux⁷.

Même si certaines filières sont des pôles d'innovation, l'Abitibi-Témiscamingue présente un faible indice de diversité industrielle (14<sup>e</sup> rang), qui s'explique par la dominance de grandes entreprises du secteur primaire et une moindre influence des services moteurs (17 % du PIB c. 36 %)⁸. Les établissements du secteur manufacturier de la région se distinguent du Québec, avec une orientation plus marquée des activités vers la première transformation des ressources naturelles (22 % c. 13 %), notamment le bois et les métaux⁹. L'Abitibi-Témiscamingue occupe le 1<sup>er</sup> rang provincial pour le poids de l'emploi dans la fabrication de panneaux (12 %) et le 3<sup>e</sup> rang pour le bois d'œuvre (11 %)¹⁰. En revanche, la fabrication de produits destinés à la consommation, telle que la transformation alimentaire (viande, etc.), est moindre (40 % c. 50 %)¹¹.

Les investissements en immobilisation poursuivent leur rythme de croissance, pour atteindre plus de 2 G\$ en 2023, dont 80 % appartiennent au milieu privé (50 % au Québec). L'industrie minière domine les investissements, l'Abitibi-Témiscamingue

figurant de nouveau comme la première région minière au Québec. Bien que les investissements en construction soient robustes, la part allouée à la modernisation par l'acquisition de matériel est moins prononcée qu'au Québec (28 % c. 55 %)¹².

### ■ Entrepreneuriat et innovation

Au chapitre de la capacité d'innovation, 55 % des entreprises de la région ont concrétisé au moins un projet novateur durant la dernière année (51 % au Québec)¹³. Une part légèrement inférieure prévoit le faire dans les trois prochaines années. Si, en proportion, davantage d'entreprises innovantes ont réalisé des activités de recherche qu'au Québec, moins d'entre elles ont entrepris des activités liées au développement de nouveaux produits et services ou de nouvelles méthodes de commercialisation (mise en marché, distribution, vente, marketing)¹⁴. Une majorité destine ses produits et services au marché régional et québécois, et 26 % ont étendu leurs activités à d'autres provinces du Canada ou à l'étranger. Les obstacles à l'innovation les plus souvent cités par les entreprises sont le manque de main-d'œuvre qualifiée ainsi que le financement¹⁵.

Malgré la rapidité des changements économiques et technologiques et la rareté de main-d'œuvre, les entreprises de la région sont peu nombreuses à avoir des stratégies en matière de croissance (40 %) et d'innovation (24 %). Si l'écosystème local et régional de développement économique et d'innovation profite d'une belle notoriété, les entreprises ont tendance à sous-utiliser les programmes existants. Aussi, elles collaborent avec des firmes privées (37 %) au lieu de s'associer à des organismes de recherche publics (8 %). Cependant, celles qui ont utilisé les services aux entreprises estiment dans une large mesure que cela a facilité leur accès au financement et à un accompagnement de qualité¹⁶.

### ■ Numérique

Vecteur de positionnement et de compétitivité, le virage vers le numérique transforme déjà le fonctionnement d'une large gamme d'activités économiques (commerce, assurance, tourisme, culture et communication). Les difficultés liées à l'adoption du numérique sont attribuables à une insuffisance de compétences à l'interne. Divers besoins se manifestent tels que l'utilisation optimale des données et des technologies existantes par le personnel, la numérisation des procédés, la familiarité accrue du personnel avec le numérique, la formalisation de la gestion du changement, etc. Parallèlement, la transformation numérique soulève la

question de la protection des données et de la cybersécurité¹⁷.

### ■ Main-d'œuvre et compétences

Ces dernières années, la population active a diminué et cette tendance devrait persister dans la région d'ici 2036. Avec un taux de chômage parmi les plus bas au Québec (3 %), le nombre de personnes à la recherche active d'un emploi est deux fois moins élevé que le volume de postes vacants (4 475 au 3<sup>e</sup> trimestre 2023)¹⁸. Malgré un marché du travail sous tension, le taux d'emploi indique une insertion inégale en emploi, notamment chez les femmes, les membres des Premières Nations, les personnes sous-scolarisées, de même que chez les travailleurs expérimentés. En revanche, les personnes immigrantes ont un taux d'emploi en progression, qui est même supérieur à celui de la population non immigrante¹⁹.

En plus du défi de la pénurie de main-d'œuvre pour pourvoir 14 900 postes d'ici 2026, on observe une évolution dans les exigences et les compétences requises²⁰. À titre d'exemple, la part des emplois de faible qualité, nécessitant entre autres un diplôme d'études secondaires ou moins, a diminué de 36 % en 2006 à 19,5 % en 2022 dans la région²¹. Malgré des progrès en matière de scolarisation, la population régionale affiche, par rapport au Québec, un taux de sous-scolarisation élevé (19 % c. 12 %) et un faible taux de diplomation universitaire (16 % c. 30 %)²². Aux défis de la persévérance et de la réussite scolaire se conjugue la réalité de l'alphabétisation. Dans un marché du travail exigeant de plus en plus de compétences en littératie, numératie et littératie numérique, une part importante de la population régionale (58 %) ne satisfait pas aux seuils établis²³. Le rehaussement et le développement continu des compétences s'inscrivent dans un marché du travail en constante évolution²⁴.

### ■ Transports

Les réseaux de transport et leur logistique jouent un rôle central dans le développement de la région. La qualité du réseau routier représente un défi croissant, alors que l'on apprenait que 65 % des routes de l'Abitibi-Témiscamingue étaient en mauvais état en 2022²⁵. La dégradation des infrastructures routières pourrait entraver la fluidité des échanges économiques, affecter la compétitivité de secteurs clés (ressources naturelles, fabrication, tourisme) et compromettre la sécurité des personnes. L'offre déficitaire du transport aérien et du transport interurbain ajoute une complexité supplémentaire, tant au plan économique, social que sanitaire²⁶. ■

## VIRAGE SOCIAL

L'Abitibi-Témiscamingue présente une dualité marquante, affichant des indicateurs socioéconomiques qui la dépeignent comme une région prospère, mais où se dissimulent des inégalités. Malgré les efforts de concertation locale et régionale pour renforcer la capacité d'action des individus et des collectivités, les changements démographiques conjugués à la forte inflation amplifient les besoins sociaux et diversifient les attentes, créant des défis pour les organisations publiques, communautaires et municipales.

### ■ Défavorisation et besoins essentiels

Environ 12 % de la population, soit 17 245 personnes, vit sous le faible revenu, avec une prédominance de femmes (53 %). Le faible revenu touche particulièrement les personnes âgées, les jeunes, les personnes vivant seules, les familles monoparentales, les personnes salariées et les communautés autochtones<sup>27</sup>. L'augmentation rapide du coût de la vie aggrave les inégalités sociales, pointant vers l'inabordabilité du logement et l'insécurité alimentaire comme marqueurs importants de différenciation sociale. Une récente étude confirme que le coût de la vie est plus élevé dans les régions éloignées<sup>28</sup>.

### ■ Logement

Le marché locatif en Abitibi-Témiscamingue suscite des préoccupations depuis 2006, avec un taux d'inoccupation constamment sous le seuil d'équilibre (3 %) et par conséquent, des loyers en hausse continue, allant jusqu'à 26 % depuis 2019. Selon les centres urbains, les coûts moyens varient entre 739 \$ et 821 \$ pour l'ensemble du parc locatif privé, et jusqu'à 1 340 \$ pour des unités récemment construites<sup>29</sup>. Bien que l'offre de logement social et abordable (2 251) ait légèrement augmenté en 10 ans (+165 unités), elle demeure insuffisante face à la demande grandissante<sup>30</sup>, accentuant le problème de l'itinérance. Or, la construction résidentielle devrait ralentir considérablement en 2024, confrontée à des obstacles logistiques, financiers et de main-d'œuvre<sup>31</sup>. Aussi, les taux d'intérêt élevés pourraient accroître la difficulté d'accès à la propriété. Ces défis couplés au vieillissement, à l'augmentation des ménages d'une seule personne, à l'afflux de personnes migrantes, à la main-d'œuvre en transit (navettage aérien et routier) accentueront la pression sur le marché locatif et orienteront les efforts vers des approches globales pour améliorer l'accès au logement.

### ■ Insécurité alimentaire

Le dernier Bilan-Faim illustre que le nombre de personnes de la région ayant eu recours à

une banque alimentaire est passé de 3 466 avant la pandémie à 11 708 en 2023. La majorité des bénéficiaires de dépannages alimentaires vivent seuls, dépendent de l'aide de dernier recours et sont locataires. Le profil tend à évoluer, avec une part grandissante de familles monoparentales et biparentales, de personnes salariées et même encore aux études<sup>32</sup>. En plus de revenus insuffisants, la difficulté d'accès à la nourriture dans certaines collectivités peut exacerber l'insécurité alimentaire. L'Abitibi-Témiscamingue est au 4<sup>e</sup> rang des régions du Québec avec la plus forte proportion de la population vivant dans un désert alimentaire (11 %), touchant 16 000 personnes<sup>33</sup>.

### ■ Vitalité des milieux

Les inégalités prennent une connotation particulière sur un aussi vaste territoire où coexistent des municipalités et des communautés autochtones présentant des différences marquées de vitalité démographique et de dynamisme socioéconomique (emploi et revenu). Sur une décennie, plus de la moitié des collectivités de la région ont un indice de vitalité économique (IVÉ) négatif (35: 58 %), parmi lesquelles 18 sont jugées dévitalisées<sup>34</sup>.

### ■ Accès à des services de proximité

Divers projets de construction, d'agrandissement ou de rénovation d'infrastructures publiques, allant de centres de la petite enfance à des complexes sportifs en passant par des infrastructures de formation ou d'hébergement collectif, sont compromis sur le territoire<sup>35</sup>. Sur un vaste territoire, l'organisation de l'offre de services à la personne, en particulier en milieu rural, commande de nouvelles approches. L'économie sociale émerge parmi les solutions pour aborder de manière collective les défis liés à la qualité de vie, à la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, ainsi qu'au développement local. Cependant, un récent sondage<sup>36</sup> souligne que la méconnaissance de l'économie sociale entrave sa valorisation, compliquant l'accès au financement et la croissance des revenus autonomes.

### ■ Accès à la formation et à la réussite

Des difficultés sociales, économiques et géographiques peuvent entraver la réussite aux études. La fréquentation d'un service de garde éducatif peut constituer un facteur de protection. Or, à l'été 2023, 853 enfants étaient en attente d'une place dans la région. Ce nombre est 2 fois plus élevé que le nombre de places créées en 2 ans (+323)<sup>37</sup>. Dès la maternelle, 30 % des enfants ont au moins un retard de développement, une proportion à la hausse par rapport à 2017 (26 %)<sup>38</sup>. La moitié des élèves du primaire

et secondaire fréquentent des écoles dans des milieux vulnérables<sup>39</sup>. Comme plus de jeunes quittent prématurément le système scolaire qu'au Québec, la part de jeunes de 15-24 ans sans diplôme est plus élevée en Abitibi-Témiscamingue (34 % c. 23 %)<sup>40</sup>. Si la région possède un réseau d'établissements et une variété de programmes de formation postsecondaires, les jeunes optent pour la formation professionnelle (19 % c. 10 %) plutôt que collégiale (15 % c. 22 %)<sup>40</sup>. Avec une main-d'œuvre composée en majorité de jeunes (50 %) d'ici 2031, la croissance de la population étudiante demeure un défi pour les établissements postsecondaires de la région. La rareté de logements et les longs trajets compliquent l'accès aux études supérieures, limitant la mobilité étudiante tant locale que nationale et internationale<sup>41</sup>.

### ■ Santé et accès aux soins

La région présente des disparités de santé<sup>42</sup>, caractérisée par une espérance de vie inférieure à la moyenne québécoise et des habitudes de vie affichant des taux élevés de tabagisme, de consommation d'alcool, de surplus de poids et d'obésité par rapport au reste du Québec. Les troubles de santé mentale touchent une proportion plus significative de la population (13,5 % c. 10 %). Les taux d'hospitalisation et de mortalité par suicide sont parmi les plus élevés au Québec. Or, une étude conclut que l'accès aux services de première ligne varie considérablement selon les territoires, avec des ruptures de services récurrentes, en particulier en zone rurale, en raison du manque de personnel<sup>43</sup>. La population vieillissante et les effets des changements climatiques sur la santé accroîtront la pression sur le système de soins de la région.

### ■ Accès à la mobilité et à la connectivité

Les préférences en matière de transport reflètent les particularités géographiques et économiques de la région. L'Abitibi-Témiscamingue se classe au 6<sup>e</sup> rang provincial pour le nombre élevé de véhicules légers par habitant et au 2<sup>e</sup> rang pour le taux moyen de consommation et d'émissions de gaz à effet de serre (GES) du parc automobile<sup>44</sup>. Les systèmes actuels de transport collectif ne répondent pas aux besoins en raison de coûts élevés, d'horaires peu pratiques et d'infrastructures inadéquates<sup>45</sup>. L'Abitibi-Témiscamingue se classe désormais avant-dernière pour le taux de branchement à Internet (86 %), alors que la qualité du signal cellulaire est perçue comme très bonne dans de moindres proportions, tant à domicile (43 % c. 60 %) que lors de déplacements (26 % c. 42 %)<sup>46</sup>. ■

## ENVIRONNEMENT

L'Abitibi-Témiscamingue présente une variété de paysages, de ressources et de milieux naturels de même qu'une diversité d'espèces animales et florales. L'économie régionale axée sur les ressources naturelles, stimulée par la croissance de la demande, ouvre la voie au développement, mais elle n'est pas sans exercer des contraintes sur les ressources et avoir des répercussions sur l'environnement. Les changements climatiques ajoutent une couche de complexité supplémentaire.

### ■ Adaptation aux changements climatiques

En Abitibi-Témiscamingue, la température annuelle a augmenté de 1,1°C entre 1950 et 2000, et les projections suggèrent une augmentation de 2,2°C d'ici 2050 et de 3,0°C d'ici 2100. La région doit anticiper des problématiques comme les incendies forestiers, les risques d'inondations et de sécheresses, ainsi que les répercussions sur l'agriculture afin de s'y adapter. Les aléas climatiques nécessitent une planification de l'aménagement du territoire pour assurer la préservation des écosystèmes, la qualité de vie, la sécurité et la santé des populations, les moyens de subsistance, la protection des infrastructures, l'offre de modes de transports durables, etc.<sup>47</sup>. Les feux de forêt de l'été 2023 sont un exemple des effets transcendants des changements climatiques sur l'économie (foresterie et transformation, tourisme), la sécurité et la santé des populations, y compris les communautés anicinapek pour qui la forêt est une forte composante identitaire.

### ■ Préservation de la biodiversité et gestion de la ressource hydrique

L'environnement naturel constitue un point

d'appui essentiel à l'attractivité, à la qualité de vie et au développement du territoire. La superficie protégée du territoire régional, qui se situe à 9,1 %, est encore loin de la cible de 30 % d'ici 2030<sup>48</sup>. Par ailleurs, au moins quatre espèces fauniques et floristiques sont menacées et six sont vulnérables<sup>49</sup>. Lors de la consultation sur la biodiversité (2023), l'amélioration des connaissances, de la communication et de la sensibilisation pour conserver la biodiversité figure au premier chef des priorités<sup>50</sup>. Alors que la région regorge de ressources hydriques, la pérennité de l'eau souterraine et sa gestion proactive et intégrée sont importantes. Des priorités établies par les organismes de bassin versant sont, entre autres, la qualité de l'eau souterraine et de surface, l'érosion des sols, les espèces exotiques envahissantes et l'état des milieux humides.

### ■ Préservation des terres agricoles

La préservation des terres agricoles revêt une importance capitale pour l'autonomie alimentaire. Depuis une vingtaine d'années, avec l'enfrichement et l'artificialisation, la superficie des terres cultivables a diminué (-16 %), et représente 2 % du territoire régional<sup>51</sup>. Le secteur présente une faible concentration d'exploitations agricoles (600), en partie due aux défis de relève tels que le financement et l'accès à la terre. Au maintien et à la croissance des entreprises agricoles se conjuguent la transformation alimentaire et la distribution locale. Si la région est reconnue pour la qualité de ses terres arables, elle accuse un retard dans la proportion des superficies cultivées et drainées par rapport à l'ensemble du Québec (20 % c. 50 %). L'amélioration des sols par des pratiques telles que le drainage et le chaulage est nommée pour

atténuer les effets des changements climatiques (sécheresse, pluie abondante, sols fragilisés, etc.) sur les rendements agricoles<sup>52</sup>.

### ■ Gestion des matières résiduelles

Divers facteurs contextuels illustrent les défis de la gestion des matières résiduelles dans la région. La collecte de faibles volumes de matières sur un vaste territoire, conjuguée à l'absence d'infrastructures locales de recyclage, entraîne des coûts élevés de transport et des émissions importantes de gaz à effet de serre. La perspective de débouchés de recyclage/valorisation à proximité des lieux de génération et de collecte est une avenue<sup>53</sup>. La réglementation sur la modernisation des systèmes québécois de consigne et de collecte sélective apportera de nouveaux défis aux MRC<sup>54</sup>.

### ■ Transition énergétique

Au regard de la transition énergétique et de la décarbonation de l'économie, l'Abitibi-Témiscamingue, en tant que principale région minière du Québec, est au cœur de la valorisation des minéraux critiques et stratégiques (MCS)<sup>55</sup>. Comme la région se distingue par une proximité exceptionnelle entre sa population et l'industrie minière, la demande et l'exploitation croissante pour ce type de minéraux, à l'image d'autres substances minérales, soulèvent de nombreuses préoccupations. Comme la durabilité de l'exploitation minière et le développement de pratiques respectueuses des populations et de la qualité de l'environnement<sup>56</sup>. ■

Sources : Page 1 : Sauf avis, les données proviennent de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), compilées par l'Observatoire (OAT). 1. LÉGER, Notoriété et attrait de l'Abitibi-Témiscamingue – 2022. 2. Statistique Canada, Recensement de la population 2021. 3. CCAT, Temps d'arrêt 2016-2019, 2021. 4. Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ). Page 2 : 5 et 8. MEIE, Portrait économique des régions. 6, 13, 15 et 16 Portrait innovation et entrepreneuriat, Présentation de Jean-Samuel Cloutier, 19 septembre 2023 et autres données transmises. 7 et 12. ISQ, compilation OAT. 9 et 11. MEIE, Portrait manufacturier des régions du Québec. 10. PwC, Impact économique de la filière de la transformation du bois sur les régions du Québec, 2022. 14. Conseil de l'innovation du Québec, La révolution de l'innovation pour l'avenir de la région, présentation de Luc Sirois, 19 septembre 2023. 17. EACAT, Sondage Projet – Transition numérique des entreprises, 2023. 18. Statistique Canada et Emploi-Québec. 19 et 22. Statistique Canada, Recensement de la population de 2021, traitement de l'OAT. 20. Emploi-Québec. 21. ISQ. 23. Fondation pour l'alphabétisation. 24. CPMT, Référentiel québécois des compétences du futur, 2021. 25. Rapport du Vérificateur général du Québec pour l'année 2023-2024 - Conservation des chaussées du réseau routier. 26. Consultation des membres de la Conférence administrative régionale (CARAT). Page 3: 27. Statistique Canada, Recensement de la population 2021. 28. IRIS, Portrait des inégalités d'accès aux services de santé en Abitibi-Témiscamingue, 2023. 29. SCHL, Portail de l'habitation. 30. BSDO, Indicateurs de l'occupation du territoire. 31. Desjardins, Perspectives immobilières – novembre 2023. 32. Les Banques alimentaires du Québec. 33. INSPQ, Identification des déserts alimentaires – 2018. 34. ISQ, Indice de vitalité économique. 35. Landry, Marc-André, « On a de sérieux problèmes avec les entrepreneurs de notre territoire », Radio-Canada – Abitibi-Témiscamingue, 3 octobre 2023. 36. Espace EC, Sondage sur les entreprises collectives – printemps 2023. 37. Ministère de la famille, Distribution des places offertes par région et Données concernant les enfants en attente. 38. ISQ, Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle 2022. 39. MÉQ, Indice de défavorisation. 40. Statistique Canada, Recensement de la population de 2021. 41. Consultation des membres de la Conférence administrative régionale (CARAT). 42. CISSSAT, Fiches sur l'état de santé et les déterminants. 43. IRIS, Portrait des inégalités d'accès aux services de santé en Abitibi-Témiscamingue, 2023. 44. OAT, Bulletin novembre-décembre 2023. 45. CIRADD, Habitudes de déplacement et besoins en transport de la population de l'Abitibi-Témiscamingue. 46. ATN, Portrait numérique des régions du Québec – 2022. Page 4: 47 et 49. OAT, Portrait de l'environnement, 2021. 48. MELCCFP, Aires protégées au Québec, 30 septembre 2023. 50. CREAT, Rapport de consultation – Atelier régional sur le Plan Nature 2030, novembre 2023. 51. ISQ, Compte des terres – Édition 2022. 52 et 54. Consultation des membres de la Conférence administrative régionale (CARAT). 53. CPAT, Mémoire régional présenté au BAPE dans le cadre de la Commission sur l'état des lieux et la gestion des résidus ultimes. 55. MRNF, Portail des substances minérales – Lithium. 56. Mémoires déposés lors de la consultation sur le développement harmonieux de l'activité minière.



**L'OBSERVATOIRE**  
de l'Abitibi-Témiscamingue

## MISSION

L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue est un carrefour d'information, notamment statistique, au sujet de l'Abitibi-Témiscamingue. Par le partage des connaissances, il vise une meilleure compréhension des problématiques régionales.

## COORDONNÉES

445, boulevard de l'Université  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4  
observatoire@observat.qc.ca